



**FEDERATION EUROPEENNE DES MEDECINS SALARIES
EUROPEAN FEDERATION OF SALARIED DOCTORS**

Registered Office/Siège

Social :
39, rue Victor Massé
F-75009 Paris/France

<http://www.fems.net>

Presidency:

Dr. Claude Wetzel
Hôpitaux Universitaires
F-67098 Strasbourg/France
Tel +33 3 88 12 70 75 ou 76
GSM +33 6 60 55 56 16
Fax +33 3 88 12 70 74
claudewetzel@chru-strasbourg.fr

Permanent Secretariat:

Mrs Brigitte Jencik
Rue Guimard 15
B-1040 Brussels/Belgium
Tel. +32 27 36 60 66
Fax +32 27 32 99 72
e-mail: info@fems.net

Date :	24 -09 -2011	Document:	F11-083 FR
Title:	Rapport national Portugal – Septembre 2011		
Authors:	FNAM		

RAPPORT PORTUGAL - SEPTEMBRE 2011

Après les élections législatives de juin dernier, a pris possession un Gouvernement de coalition centre-droit qui s'est efforcé d'être plus « troikista » que la troika.

Aux coupes budgétaires imposées par le FMI, Banque centrale européenne et Union européenne, le Gouvernement a imposé plus d'austérité, essentiellement dans les secteurs sociaux - Santé, Éducation et Sécurité Sociale.

Au contraire, il laisse intouchables les revenus de capital, y compris les gains des stocks, les profits des sociétés et les grandes fortunes.

Le Service National de Santé est le plus atteint et verra son budget de 2012 diminué de plus de 7%.

Néanmoins, déjà ont été coupées les heures extraordinaires dans 10% et annoncé coupe plus de 20% dans 2012 ; de nouveaux contrats de personnel aux services de santé sont congelés.

Depuis 2004 que les médecins n'ont pas eu de progression dans les carrières; dans 2010 tournent même leurs salaires diminués dans 10% et, à la similitude du reste des travailleurs, ils auront nouvelle diminution de 50% dans la 14^e mois (prime de Noël) de 2011.

Aussi la population en général va fortement être pénalisée avec les mesures déjà annoncées d'économie dans la Santé - a réduit le remboursement des médicaments et des moyens complémentaires de diagnostic et thérapeutique, ont été introduits des fortes restrictions à la coparticipation dans le transport de malades et vont augmenter les frais d'utilisateur de chaque fois que cherchent les services de santé ; d'autre part, le gouvernement se prépare pour imposer aux médecins normes restrictives pour la prescription de médicaments et moyens complémentaires de diagnostic et thérapeutique

Tous les jours les médias publient des observations sur les dépenses «excessives» de la santé, faisant craindre qu'il se prépare le terrain pour le court terme, plusieurs structures tournent à être privatisées, bien que la moitié des actuels hôpitaux avec gestion d'entreprise sont techniquement en faillite, une claire démonstration dont n'est pas par cessé d'être des services publics que si contrôlent les dépenses.